

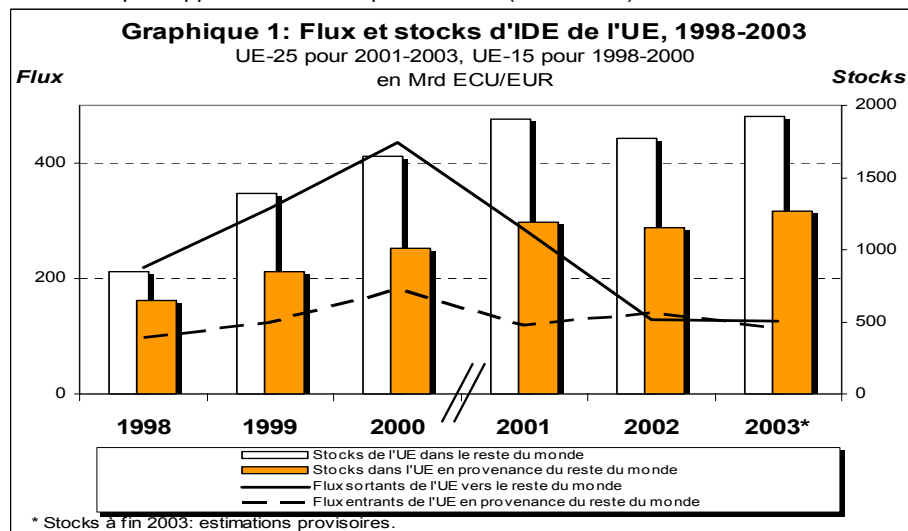
# Investissements directs étrangers de l'UE en 2003

## Flux sortants et entrants proches de l'équilibre Reprise des IDE à destination des États-Unis

La présente publication donne un aperçu des statistiques des investissements directs étrangers (IDE) en termes de flux annuels, de stocks en fin d'année et de revenus annuels, pour la période 1998-2003. Les données présentées ici intègrent une révision importante pour la période 1999-2003<sup>1</sup>. Les flux sortants d'IDE de l'UE sont restés stables en 2003 par rapport à 2002, alors que les flux entrants d'IDE ont reculé (-19 %). Les revenus que l'UE a tiré des IDE dans des pays hors UE ont également diminué par rapport à 2002 (-6 %), alors que les revenus d'IDE versés par l'UE à des pays extérieurs à l'Union ont enregistré un recul encore plus marqué (-15 %). Cet article fournit également des données sur les flux et stocks d'IDE ventilés par secteur d'activité qui mettent en évidence le rôle prépondérant des services. Les données par types d'activité sont disponibles uniquement pour l'UE-15.

### Les flux d'IDE de l'UE vers le reste du monde sont restés stables en 2003

Après deux années consécutives de baisse, les flux sortants d'IDE sont restés stables en 2003, par rapport à 2002. Avec 126,2 milliards d'euros (1,3 % du PIB), les flux d'IDE de l'UE vers les pays hors UE ont été inférieurs de seulement 1 % en 2003 par rapport à ceux enregistrés en 2002 (127,7 milliards d'euros, 1,3 % du PIB). Les flux entrants d'IDE en provenance de pays hors UE se sont élevés à 113 milliards d'euros (1,2 % du PIB), en baisse de 19 % par rapport à 2002 (140 milliards d'euros, 1,5 % du PIB). Sur la période d'observation, 2002 a été la seule année où les flux sortants ont été inférieurs aux flux entrants dans l'UE (127,7 milliards contre 140 milliards d'euros). En 2003, les flux sortants de l'UE sont redevenus supérieurs aux flux entrants, tout en conservant un faible écart par rapport aux années précédentes (1998-2001).



Des estimations provisoires sur le total des stocks d'IDE de l'UE à la fin 2003 figurent également dans le graphique 1 ci-dessus, tandis que des données pour les stocks à fin 2002, détaillées selon le pays partenaire et le type d'activité, sont présentées dans la suite de la publication<sup>2</sup>.

## Statistiques en bref

### ECONOMIE ET FINANCES

20/2005

### Balance des paiements

Auteur

Paolo PASSERINI

## Contenu

Les flux d'IDE de l'UE à destination des pays hors UE sont restés stables en 2003..... 1

Reprise des investissements de l'UE à destination des États-Unis en 2003 ..... 2

93 % des flux entrants d'IDE provenaient, en 2003, d'Amérique du Nord et des pays européens non communautaires..... 3

Les services sont prépondérants dans les activités choisies pour les IDE ..... 4

Fin 2002, l'UE était un investisseur net avec 616 milliards d'euros d'actifs nets d'IDE ..... 5

Les IDE intra-UE ont aussi été stimulés par les investissements dans les services..... 6

En 2003, le revenu net positif des IDE de l'UE a atteint 34 milliards d'euros ...7



<sup>1</sup> Les données détaillées sur lesquelles s'appuie la présente publication ont été publiées dans la base de données d'Eurostat en décembre 2004. La révision découle de l'inclusion des investissements effectués par les sociétés de portefeuille basées dans l'UE qui auparavant n'étaient que partiellement couverts. Des données provisoires et moins détaillées pour les flux de l'UE-25 en 2003, qui ne tenaient pas compte de la révision évoquée, ont été publiées en juillet 2004. Les séries relatives aux IDE contiennent à présent des données pour 1992-2003 comportant des informations par pays partenaire et type d'investissement (fonds propres, prêts et bénéfices réinvestis). Les données ventilées par type d'activité et par partenaire principal sont disponibles pour la période 1992-2002. Les données sur les revenus tirés des IDE couvrent les années 1995-2003 et les données relatives aux stocks d'IDE vont de fin 1994 à fin 2002. Les données Intra-UE utilisées dans la présente publication sont la moyenne entre les données «sortants» et «entrants» transmises par les États membres.

<sup>2</sup> Voir pages 4 à 6. Pour le lien existant entre les flux et les stocks d'IDE, voir les notes méthodologiques, page 7.

## Reprise des investissements de l'UE à destination des États-Unis en 2003

En 2003, l'UE-25 a investi virtuellement le même montant de capitaux d'IDE qu'en 2002, mais, comme le montre le **tableau 1**, la répartition géographique des investissements a évolué. L'année 2003 marque la reprise des IDE de l'UE en **Amérique du Nord**, qui se sont élevés à 56 milliards d'euros, contre un désinvestissement de -8 milliards d'euros en 2002. Cette forte augmentation s'explique par les flux vers les **États-Unis**, qui, avec 54 milliards d'euros (43 % du total extra UE en 2003), ont été la première destination des IDE de l'Union vers le reste du monde. Les investissements directs vers l'**Afrique** s'établissaient à 8 milliards d'euros (3 milliards d'euros en 2002), soit sa plus forte contribution au cours des six dernières années (6 %). Les IDE de l'UE vers le reste de l'**Europe** se sont établis à 52 milliards d'euros (16 milliards de

plus qu'en 2002), soit une part de 41 % des flux sortants. En particulier, 8 milliards d'euros (6 %) ont été investis en **Russie**. En revanche, les flux d'IDE à destination de l'**Amérique centrale** sont passés de 52 milliards à -2 milliards d'euros. Ceux à destination de l'**Asie** se sont contractés, passant de 30 milliards à 14 milliards d'euros. Les flux vers l'**Océanie** se sont également réduits, s'établissant à -2 milliards d'euros en 2003 contre 7 milliards d'euros en 2002.

En termes de taux de croissance des stocks d'IDE sortants (**graphique 2**), trois pays européens (Russie, Roumanie et Bulgarie) et deux pays africains (Maroc et Égypte) ont enregistré les cinq meilleurs résultats. À l'inverse, l'Argentine est le pays qui a affiché le plus fort recul (-10 %).

**Tableau 1: Principales destinations des flux d'IDE à l'étranger de l'UE, 1998-2003**

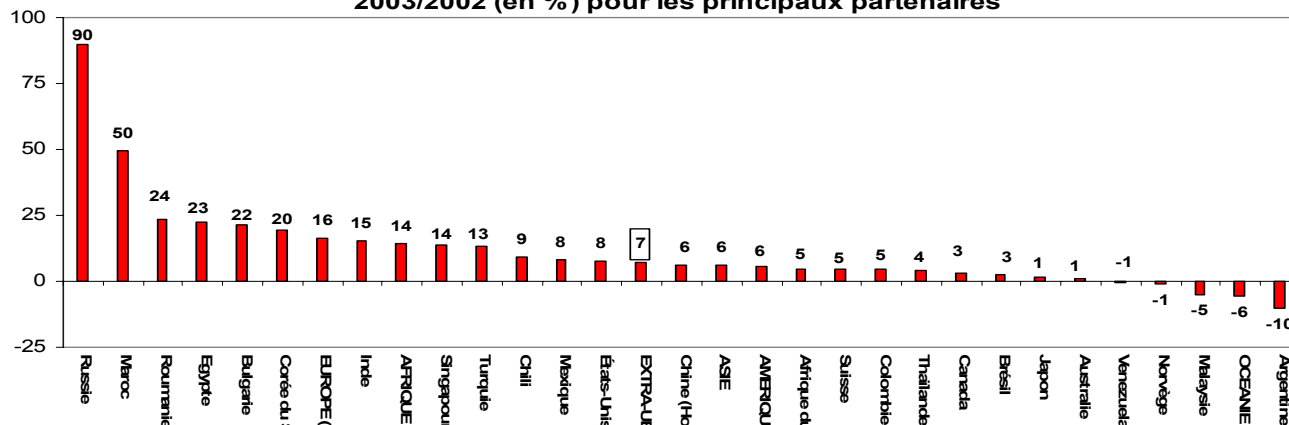
UE-25 pour 2001-2003, UE-15 pour 1998-2000.  
en Mrd ECU/EUR et en % par rapport au total Extra-UE(\*)

	1998		1999		2000		2001		2002		2003	
	ECU	%	EUR	%	EUR	%	EUR	%	EUR	%	EUR	%
<b>Extra-UE dont:</b>	<b>218.8</b>	<b>100.0</b>	<b>320.3</b>	<b>100.0</b>	<b>435.7</b>	<b>100.0</b>	<b>286.4</b>	<b>100.0</b>	<b>127.7</b>	<b>100.0</b>	<b>126.2</b>	<b>100.0</b>
<b>OCDE (hors UE)</b>	<b>172.9</b>	<b>79.0</b>	<b>238.5</b>	<b>74.5</b>	<b>333.6</b>	<b>76.6</b>	<b>155.2</b>	<b>54.2</b>	<b>45.8</b>	<b>35.9</b>	<b>69.7</b>	<b>55.2</b>
<b>Europe (hors UE) dont:</b>	<b>41.2</b>	<b>18.8</b>	<b>38.8</b>	<b>12.1</b>	<b>103.9</b>	<b>23.8</b>	<b>25.8</b>	<b>9.0</b>	<b>35.9</b>	<b>28.1</b>	<b>52.3</b>	<b>41.4</b>
Suisse	20.5	9.4	9.5	3.0	61.0	14.0	7.6	2.7	27.5	21.5	10.7	8.5
Norvège	3.4	1.6	4.4	1.4	8.3	1.9	2.7	0.9	1.4	1.1	-0.3	-0.2
Pays adhérents	9.8	4.5	13.0	4.1	21.1	4.8	:	:	:	:	:	:
Russie	0.3	0.1	1.3	0.4	2.0	0.5	2.6	0.9	1.3	1.0	8.1	6.4
Pays candidats	1.6	0.7	1.8	0.6	2.3	0.5	4.4	1.5	2.7	2.1	2.3	1.8
<b>Afrique</b>	<b>3.5</b>	<b>1.6</b>	<b>4.6</b>	<b>1.4</b>	<b>7.9</b>	<b>1.8</b>	<b>9.3</b>	<b>3.2</b>	<b>2.9</b>	<b>2.3</b>	<b>7.7</b>	<b>6.1</b>
<b>Amérique du Nord dont:</b>	<b>133.3</b>	<b>60.9</b>	<b>195.4</b>	<b>61.0</b>	<b>220.7</b>	<b>50.7</b>	<b>146.4</b>	<b>51.1</b>	<b>-8.0</b>	<b>-6.3</b>	<b>56.3</b>	<b>44.6</b>
États-Unis	128.7	58.8	191.4	59.8	182.1	41.8	139.2	48.6	-8.9	-7.0	53.7	42.6
Canada	4.6	2.1	3.9	1.2	38.5	8.8	7.2	2.5	0.8	0.6	2.6	2.1
<b>Amérique centrale</b>	<b>5.9</b>	<b>2.7</b>	<b>6.9</b>	<b>2.2</b>	<b>21.1</b>	<b>4.8</b>	<b>23.7</b>	<b>8.3</b>	<b>52.1</b>	<b>40.8</b>	<b>-2.0</b>	<b>-1.6</b>
<b>Amérique du Sud dont:</b>	<b>23.5</b>	<b>10.7</b>	<b>34.7</b>	<b>10.8</b>	<b>32.3</b>	<b>7.4</b>	<b>22.8</b>	<b>8.0</b>	<b>2.8</b>	<b>2.2</b>	<b>0.9</b>	<b>0.7</b>
Brésil	18.1	8.3	11.8	3.7	20.9	4.8	9.8	3.4	3.4	2.7	1.2	1.0
Argentine	3.4	1.6	16.6	5.2	5.5	1.3	5.2	1.8	0.5	0.4	-2.1	-1.7
<b>Asie dont</b>	<b>9.9</b>	<b>4.5</b>	<b>26.0</b>	<b>8.1</b>	<b>17.7</b>	<b>4.1</b>	<b>57.1</b>	<b>19.9</b>	<b>30.4</b>	<b>23.8</b>	<b>13.5</b>	<b>10.7</b>
Japon	0.7	0.3	8.7	2.7	6.7	1.5	-9.4	-3.3	10.2	8.0	0.7	0.6
Chine (Hong Kong incl.)	3.0	1.4	4.2	1.3	-1.7	-0.4	51.1	17.8	6.0	4.7	4.8	3.8
Corée du Sud	3.0	1.4	3.6	1.1	4.3	1.0	1.1	0.4	1.7	1.3	2.6	2.1
<b>Océanie dont:</b>	<b>1.0</b>	<b>0.5</b>	<b>2.0</b>	<b>0.6</b>	<b>5.6</b>	<b>1.3</b>	<b>-1.6</b>	<b>-0.6</b>	<b>7.2</b>	<b>5.6</b>	<b>-2.4</b>	<b>-1.9</b>
Australie	1.1	0.5	1.8	0.6	5.5	1.3	2.5	0.9	6.9	5.4	0.3	0.0

(\*) La somme des continents ne correspond pas toujours au total extra-UE en raison de certains flux non alloués. Les parts peuvent être supérieures aux totaux en raison du phénomène des désinvestissements.

\*\* Pays candidats: Bulgarie, Roumanie et Turquie

**Graphique 2: Taux de croissance estimé\* des stocks d'IDE de l'UE à l'étranger, 2003/2002 (en %) pour les principaux partenaires**



\* Le taux de croissance des stocks est estimé à l'aide du ratio entre les flux 2003 et les stocks à la fin 2002.

## En 2003, 93 % des flux entrants d'IDE provenaient d'Amérique du Nord et des autres pays européens

En 2003, les pays de l'extra-UE ont moins investis dans l'Union qu'en 2002 (113 milliards en 2003 contre 140 milliards d'euros en 2002). Ce recul est dû à la forte baisse des investissements en provenance d'**Amérique centrale**, qui sont passés de 42 milliards d'euros en 2002 à un désinvestissement de -0,2 milliard d'euros en 2003. La structure des flux reste dominée par les pays développés. Les **pays de l'OCDE** (hors UE) représentaient en effet 76 % du total des flux entrants en 2003, la part restante (24 %) étant composée, pour l'essentiel, d'investissements en provenance de **places financières** (petits pays spécialisés dans les activités financières) situées en Amérique centrale, en

Extrême-Orient, en Océanie et dans l'Europe extra-communautaire<sup>3</sup>. La contribution des **pays européens** (hors UE) s'établissait à 41 % de ce même total dont 16% pour la seule **Suisse**. Grâce à l'augmentation sensible de ses flux, elle s'est hissée dans le même temps au deuxième rang des investisseurs directs dans l'UE. Les **États-Unis** ont conservé leur première place avec un investissement de 50 milliards d'euros en 2003 (45 % des flux totaux investis dans l'UE). Le **Canada** et le **Japon** se sont classés aux troisième et quatrième rangs des investisseurs, avec respectivement 7 % et 4 % des flux.

**Tableau 2: Principaux investisseurs étrangers dans l'UE. Flux d'IDE entrants, 1998-2003**

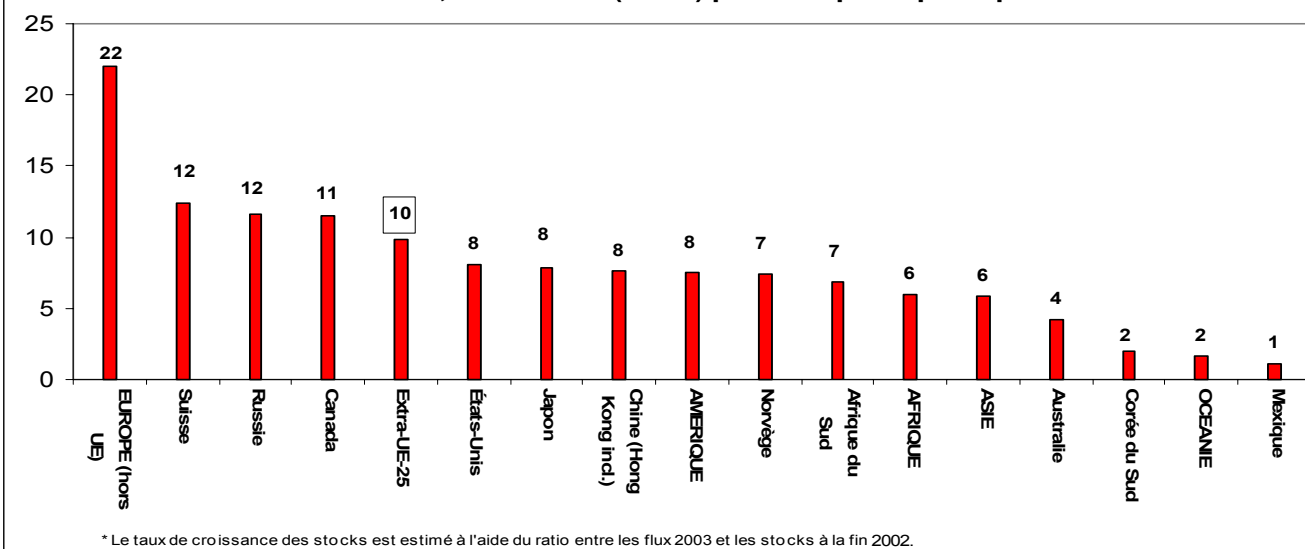
UE-25 pour 2001-2003, UE-15 pour 1998-2000.  
en Mrd ECU/EUR et en % par rapport au total Extra-UE(\*)

	1998		1999		2000		2001		2002		2003	
	ECU	%	EUR	%	EUR	%	EUR	%	EUR	%	EUR	%
<b>Extra-UE dont:</b>	<b>96.4</b>	<b>100.0</b>	<b>122.8</b>	<b>100.0</b>	<b>180.1</b>	<b>100.0</b>	<b>120.1</b>	<b>100.0</b>	<b>139.8</b>	<b>100.0</b>	<b>113.2</b>	<b>100.0</b>
<b>OCDE (hors UE)</b>	<b>87.2</b>	<b>90.5</b>	<b>92.0</b>	<b>74.9</b>	<b>141.9</b>	<b>78.8</b>	<b>87.9</b>	<b>73.2</b>	<b>76.1</b>	<b>54.4</b>	<b>86.5</b>	<b>76.4</b>
<b>Europe (hors UE) dont:</b>	<b>19.8</b>	<b>20.5</b>	<b>20.4</b>	<b>16.6</b>	<b>29.3</b>	<b>16.3</b>	<b>17.5</b>	<b>14.6</b>	<b>19.0</b>	<b>13.6</b>	<b>46.7</b>	<b>41.3</b>
Suisse	17.3	17.9	9.1	7.4	19.8	11.0	7.4	6.2	7.6	5.4	18.6	16.4
Norvège	1.6	1.7	0.5	0.4	6.6	3.7	1.4	1.2	5.2	3.7	2.2	1.9
Pays adhérents	0.2	0.2	0.5	0.4	1.1	0.6	:	:	:	:	:	:
Russie	-0.3	-0.3	0.1	0.1	0.4	0.2	0.7	0.6	0.2	0.1	0.5	0.4
Pays candidats	0.2	0.2	0.1	0.1	0.4	0.2	0.4	0.3	-0.2	-0.1	1.7	1.5
<b>Afrique</b>	<b>0.8</b>	<b>0.8</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>1.3</b>	<b>0.7</b>	<b>3.4</b>	<b>2.8</b>	<b>3.0</b>	<b>2.1</b>	<b>0.8</b>	<b>0.7</b>
<b>Amérique du Nord dont:</b>	<b>63.9</b>	<b>66.3</b>	<b>78.2</b>	<b>63.7</b>	<b>94.5</b>	<b>52.5</b>	<b>68.4</b>	<b>57.0</b>	<b>54.6</b>	<b>39.1</b>	<b>58.6</b>	<b>51.8</b>
États-Unis	54.9	57.0	76.0	61.9	79.9	44.4	61.1	50.9	52.1	37.3	50.4	44.5
Canada	9.0	9.3	2.2	1.8	14.6	8.1	7.3	6.1	2.5	1.8	8.2	7.2
<b>Amérique centrale</b>	<b>5.9</b>	<b>6.1</b>	<b>8.1</b>	<b>6.6</b>	<b>7.4</b>	<b>4.1</b>	<b>9.3</b>	<b>7.7</b>	<b>41.9</b>	<b>30.0</b>	<b>-0.2</b>	<b>-0.2</b>
<b>Amérique du Sud</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.1</b>	<b>0.7</b>	<b>0.4</b>	<b>1.3</b>	<b>1.1</b>	<b>4.0</b>	<b>2.9</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>
<b>Asie dont:</b>	<b>3.2</b>	<b>3.3</b>	<b>7.1</b>	<b>5.8</b>	<b>24.1</b>	<b>13.4</b>	<b>21.8</b>	<b>18.2</b>	<b>17.3</b>	<b>12.4</b>	<b>6.9</b>	<b>6.1</b>
Japon	2.1	2.2	3.4	2.8	17.1	9.5	8.3	6.9	8.8	6.3	4.7	4.2
Chine (Hong Kong incl.)	0.1	0.1	0.5	0.4	2.2	1.2	6.2	5.2	2.4	1.7	1.2	1.1
Corée du Sud	0.5	0.5	0.0	0.0	0.1	0.1	-0.3	-0.2	-0.2	-0.1	0.1	0.1
<b>Océanie dont:</b>	<b>1.3</b>	<b>1.3</b>	<b>0.2</b>	<b>0.2</b>	<b>2.8</b>	<b>1.6</b>	<b>0.9</b>	<b>0.7</b>	<b>0.4</b>	<b>0.3</b>	<b>0.3</b>	<b>0.3</b>
Australie	1.4	1.5	0.6	0.5	2.7	1.5	1.1	0.9	0.1	0.1	0.6	0.5

(\*) La somme des continents ne correspond pas toujours au total extra-UE en raison de certains flux non alloués. Les parts peuvent être supérieures aux totaux en raison du phénomène des désinvestissements.

\*\* Pays candidats: Bulgarie, Roumanie et Turquie

**Graphique 3: Taux de croissance estimé\* des stocks d'IDE étrangers détenus dans l'UE, 2003/2002 (en %) pour les principaux partenaires**

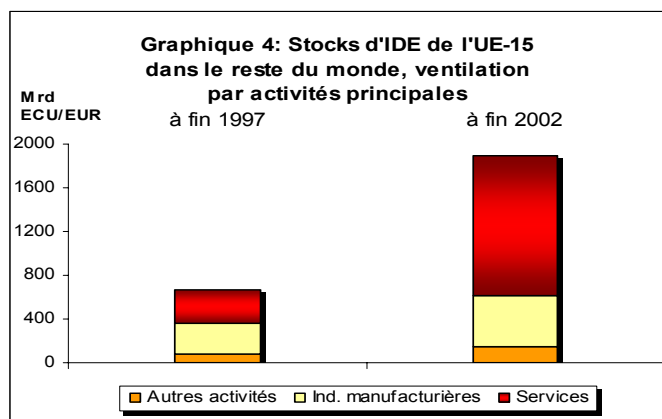


<sup>3</sup> Le lecteur intéressé pourra se référer aux données publiées dans NewCronos pour plus de détails.

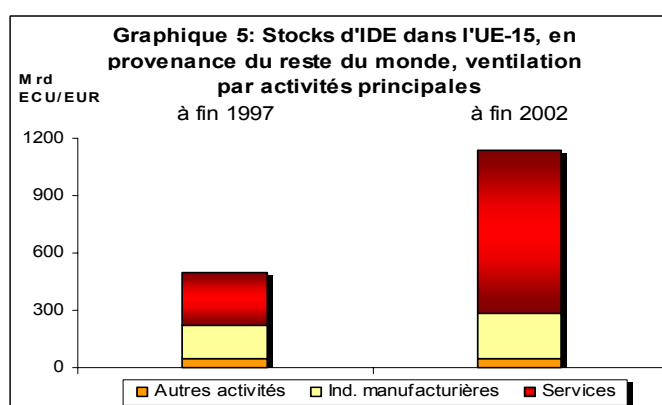
## Les services sont prépondérants dans le choix des IDE

Depuis 1998, l'importance relative des investissements réalisés dans les **services**<sup>4</sup> a crû régulièrement, tant pour les flux entrants que pour les flux sortants, faisant décliner dans le même temps la part des activités **manufacturières**.

Les avoirs d'IDE de l'UE (**stocks d'IDE à l'étranger**) détenus dans les services s'élevaient à 311 milliards d'écus fin 1997 pour atteindre 1280 milliards d'euros fin 2002, faisant progresser la part des services dans le total des avoirs d'IDE de 47 % à 68 %. Au cours de la même période, les avoirs d'IDE dans le secteur manufacturier sont passés de 276 milliards d'écus à 462 milliards d'euros, alors que leur part s'est réduite de 41 % à 24 %. La part des «autres activités»<sup>5</sup> a légèrement diminué de 12 % à 8 %, malgré une croissance en valeur (80 milliards d'écus fin 1997, puis 146 milliards d'euros fin 2002).

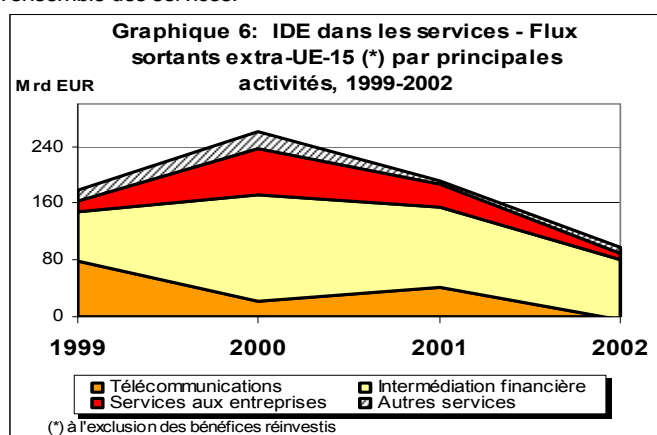


Les données pour les **stocks d'IDE détenus dans l'UE par le reste du monde** font apparaître une situation similaire, sur une moindre échelle mais avec une proportion encore plus importante des services. Le montant des engagements extérieurs d'IDE contractés dans les services est passé de 277 milliards d'écus fin 1997 (56 % du total) à 851 milliards d'euros fin 2002 (75 % du total). Les IDE dans les activités manufacturières ont crû de 168 milliards d'écus à 239 milliards d'euros, mais leur poids est tombé de 34 % à 21 %. Enfin, le groupe des «autres activités» a accueilli 51 milliards d'écus fin 1997 (10 % du total) et 46 milliards d'euros fin 2002, soit seulement 4 % des stocks étrangers investis dans l'Union.

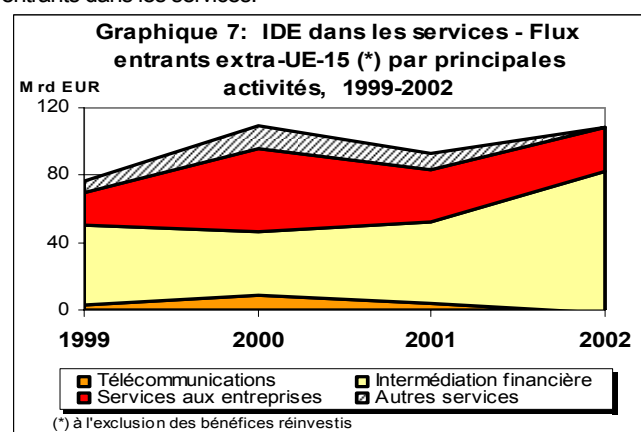


Les deux graphiques suivants présentent le détail des flux annuels d'IDE dans le secteur des services. Il en ressort que les **investissements de l'UE à l'étranger** réalisés dans les services ont fortement chuté (-49 %), passant de 192 milliards en 2001 à 97 milliards d'euros en 2002. En même temps, les **IDE en provenance de l'étranger** dans les services ont augmenté (16 %), passant de 93 milliards en 2001 à 108 milliards d'euros en 2002.

En ce qui concerne les flux sortants d'IDE, les principaux secteurs des services ont été l'intermédiation *financière* et, dans une moindre mesure, les *services aux entreprises*. Il est intéressant de signaler la baisse des flux d'IDE réalisés par le secteur des *télécommunications*, dont le montant est passé de 79 milliards d'euros en 1999 à un désinvestissement de -5 milliards d'euros en 2002. En 1999, le secteur des *télécommunications* était celui qui avait le plus investi à l'étranger, avec une part de 44 % des IDE totaux effectués par l'ensemble des services.



Les flux d'IDE entrants dans les services ont été dominés, pour leur part, par les *services aux entreprises* et l'*intermédiation financière*. Le poids de ces activités par rapport au total des services a été supérieur à 80 % pour toutes les années comprises entre 1999 et 2002, avec un pic en 2002, où, en raison d'un désinvestissement enregistré dans les télécommunications et les autres services, la somme de ces deux catégories était supérieure au total des flux entrants dans les services.



<sup>4</sup> Les services comprennent les activités suivantes: commerce, hôtels et restaurants, transports, télécommunications, activités financières, services aux entreprises, activités immobilières, autres services n.c.a. Les services aux entreprises incluent les conseils pour les affaires et la gestion, la publicité, les activités informatiques et la recherche et développement.

<sup>5</sup> Les «autres activités» incluent l'agriculture et la pêche, les industries extractives, la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, la construction et les activités non classées ailleurs.

**Tableau 3: IDE de l'UE, stocks et flux bilatéraux nets avec des partenaires sélectionnés**

UE-25 pour 2001-2002, UE-15 pour 1997-2000. En Mrd ECU/EUR

Partenaire	position nette à fin 1997	Flux nets annuels					position nette à fin 2002
		1998	1999	2000	2001	2002	
Extra-UE	171	122	198	256	166	-12	616
États-Unis	30	74	115	102	78	-61	88
Japon	-24	-1	5	-10	-18	1	-9
AELE(*)	-46	5	4	43	1	16	74
Autres OCDE	66	8	22	57	6	13	76
Autres	144	36	51	64	99	18	387

Les avoirs nets et les flux nets sont obtenus en retranchant les stocks/flux d'IDE entrants des stocks/flux d'IDE sortants.

(\*) Association européenne de libre-échange (Suisse, Norvège, Islande, Liechtenstein).

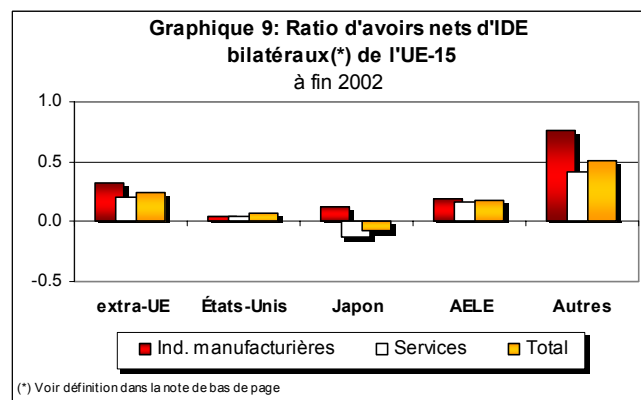
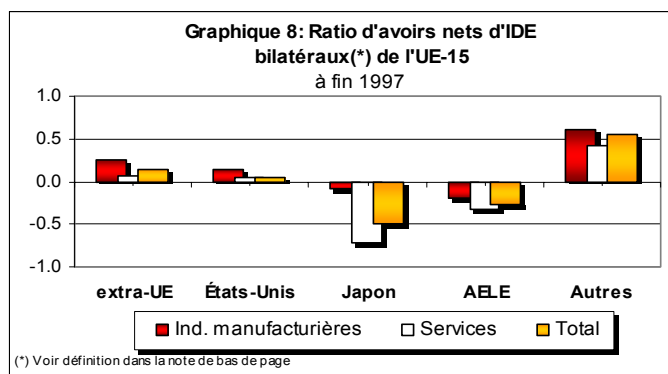
L'UE a traditionnellement une position nette positive de **stocks d'IDE**, c'est-à-dire que ses avoirs d'IDE à l'étranger ont toujours excédé ceux détenus par l'étranger dans l'UE. La position nette d'IDE a sensiblement augmenté durant la période sous revue, passant de 171 milliards d'écus fin 1997 à 616 milliards d'euros fin 2002.

Une telle hausse s'explique principalement par l'importance des investissements nets d'IDE (différence entre les flux sortants et les flux entrants) durant la période 1998-2001. Cependant, les changements entre les positions nettes sont également dus aux réévaluations consécutives à des variations de prix et de taux de change, et à d'autres changements relatifs au volume des stocks.

Le tableau 3 indique les montants des positions nettes d'IDE de l'UE et les investissements nets pour les principaux partenaires, sur la période fin 1997-fin 2002. En 2002, les flux entrants d'IDE ont été supérieurs aux flux sortants. Ainsi les flux nets sont passés de 122 milliards d'écus (1,6 % du PIB de l'UE) en 1998 à -12 milliards d'euros (-0,1 % du PIB) en 2002, avec un maximum de 256 milliards d'euros en 2000 (2,9% du PIB). En 2003, les flux nets de l'UE sont redevenus positifs: ils ont atteint 13 milliards d'euros (0,1% du PIB, voir tableaux 1 et 2), mais sont restés à un niveau très bas par rapport aux années précédentes.

L'analyse de la position nette d'IDE peut être approfondie par pays partenaire et par groupe d'activité. Les graphiques 8 et 9 de cette page présentent un **indice bilatéral**<sup>6</sup> (variant de -1 à 1) calculé à partir des stocks d'IDE détenus par l'UE fin 1997 et cinq ans plus tard. L'indice pour l'ensemble de l'activité extra-UE a progressé, passant de 0,15 en 1997 à 0,25 en 2002, principalement en raison d'une augmentation des actifs nets dans les services (de 0,06 à 0,20). En 2002, l'indice pour les services était néanmoins toujours inférieur à celui pour les industries manufacturières (0,32).

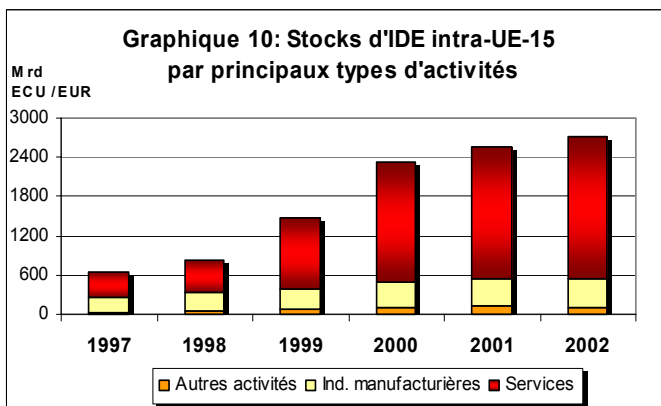
L'indice a augmenté pour la plupart des **partenaires** observés dans le graphique. Il convient de noter, en particulier, l'inversement du rapport relatif aux actifs nets avec les pays de l'AELE (-0,26 fin 1997 contre +0,18 fin 2002) et la progression de l'indice bilatéral avec le Japon dans le secteur manufacturier (de -0,08 à +0,12).



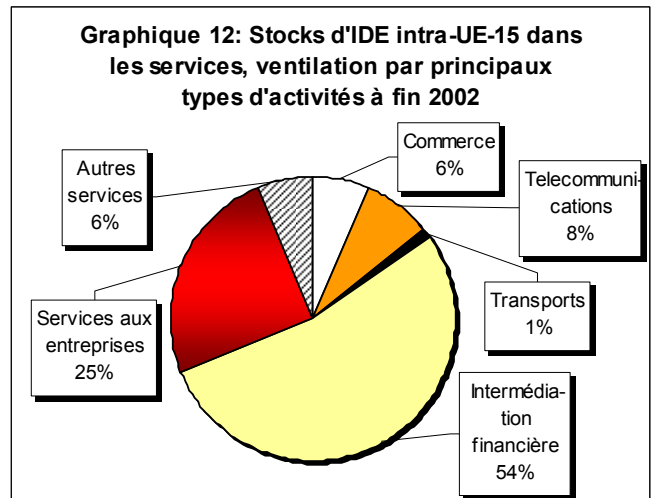
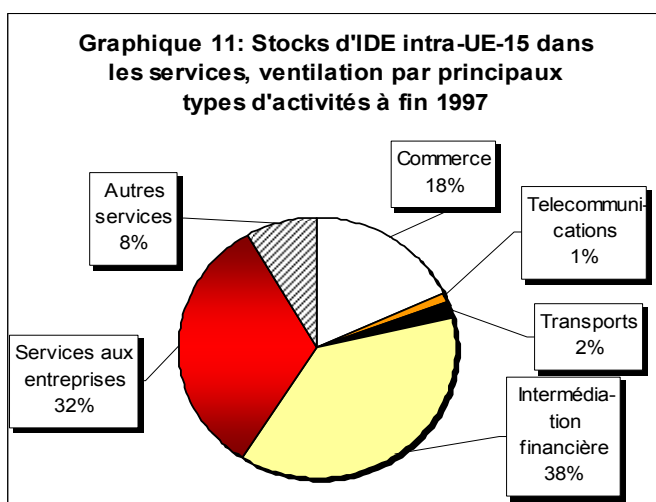
<sup>6</sup> Le ratio d'actifs nets d'IDE bilatéraux se définit par le rapport (stocks d'IDE sortants - stocks d'IDE entrants)/(stocks d'IDE sortants + stocks d'IDE entrants). Par conséquent, pour chaque partenaire et chaque activité observée, les actifs nets de l'UE se traduisent sous la forme d'un pourcentage du niveau total de stocks d'IDE générés par les relations bilatérales. Ce ratio permet d'évaluer jusqu'à quel point les investissements réciproques s'équilibrent. Il peut aller de +1 (lorsque le niveau des stocks d'IDE sortants est positif et le niveau des stocks d'IDE entrants égal à zéro) à -1 (dans le cas contraire). Sous cette forme, la comparaison est affectée par la taille des économies concernées.

## Les IDE intra-UE ont aussi été stimulés par les investissements dans les services

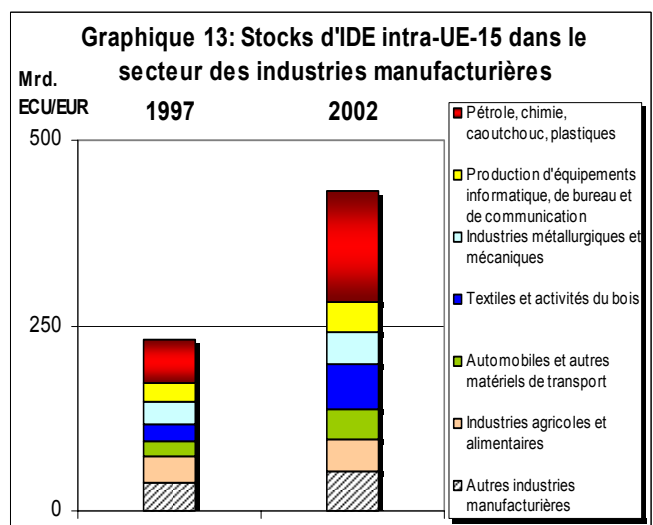
Entre 1997 et 2002, les IDE intra-UE ont augmenté plus rapidement, en moyenne, que les IDE extra-UE. Si l'on considère les stocks, le rapport entre les valeurs fin 2002 et fin 1997 était de 4,2 pour les IDE intra-UE; contre 2,8 pour les stocks extra-UE à l'étranger et à 2,3 pour les stocks extra-UE détenus dans l'UE. Le graphique 10 met en évidence la composition des **stocks d'IDE intra-UE selon d'activité principal**. Il permet d'observer que le poids des services s'est renforcé au cours de la période d'observation : fin 1997, les services comptabilisaient 59 % du montant total des stocks d'IDE intra-UE, puis 80 % à fin 2002. Inversement, la part des industries manufacturières est tombée de 35 % à 16 %, alors que les stocks investis dans les « autres activités » représentaient 6 % du total fin 1997, et 4 % fin 2002.



Bien que les stocks d'IDE intra-UE se soient accrus pour tous les **types de services** considérés, les graphiques 11 et 12 ci-dessous montrent que la croissance a été plus soutenue pour les *telecommunications* (de 1 % à 8 %) et dans le domaine de *l'intermédiation financière* (de 38 % à 54 %). Les investissements dans le secteur du *commerce* et dans les *activités de services aux entreprises* ont vu leur importance relative décliner, alors que le poids des *transports* a légèrement diminué.



Les stocks d'IDE intra-UE dans les **industries manufacturières** ont augmenté, passant de 230 milliards d'écus à 431 milliards d'euros entre fin 1997 et fin 2002. Les activités manufacturières les plus importantes, en termes d'IDE, ont été celles liées à la *production pétrolière, chimique, du caoutchouc et des matières plastiques*, qui est passée de 25 % fin 1997 à 34 % fin 2002. Les IDE dans le *textile et les activités du bois* occupaient la deuxième place à fin 2002 avec 14 % (10 % à fin 1997). Fin 2002, chacun des sous-secteurs suivants – « *industries agricoles et alimentaires* », « *industries métallurgiques et mécaniques* », « *production d'équipements informatique, de bureau et de communication* » et la *production « automobile et autres matériels de transport* » - représentait 10 % du secteur industriel. Sur ces quatre sous-secteurs, seul le dernier a vu sa proportion augmenter depuis 1997 (8 %), alors que les trois premiers cités ont légèrement reculé (15 %, 14 % et 11 % respectivement en 1997).

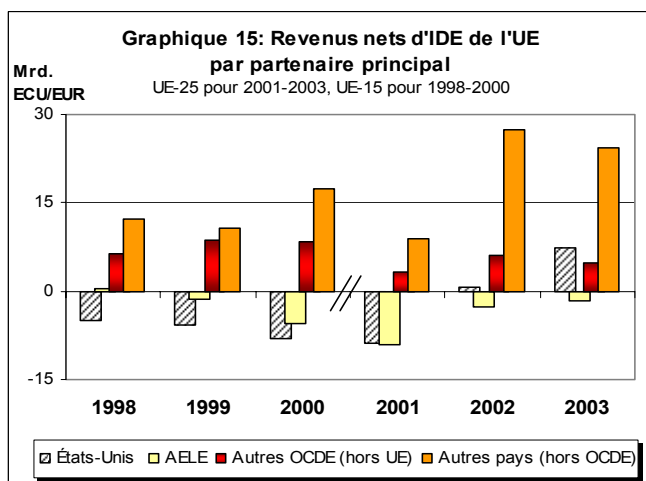
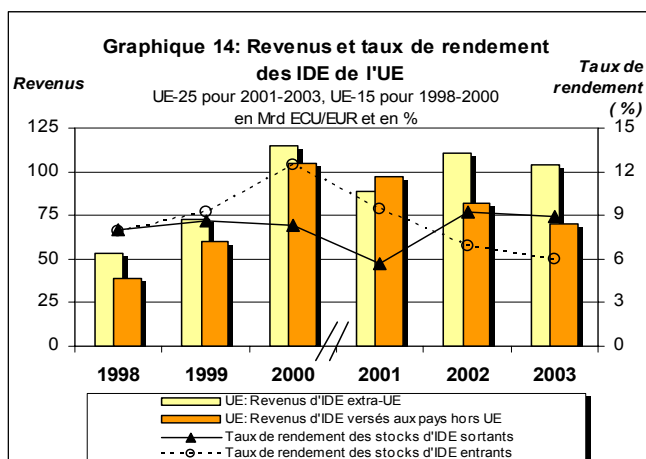


## En 2003, le revenu net positif des IDE de l'UE a atteint 34 milliards d'euros

Avec 104 milliards d'euros en 2003, les **revenus que l'UE a tirés** de ses investissements directs à l'étranger ont diminué de 6 % par rapport à l'année précédente. Les **revenus versés** par les entreprises de l'UE aux maisons mères étrangères se chiffraient à 70 milliards d'euros (-15 % par rapport à 2002), conduisant à un solde positif de 34 milliards d'euros (voir graphique 14, échelle de gauche). Ce solde constitue le montant le plus élevé qui n'ait jamais été enregistré en revenus nets d'IDE. En proportion du PIB, le pourcentage était de 0,35 % en 2003, donc à un niveau supérieur à celui observé en 1998 (0,2 %).

Après la forte reprise observée en 2002, le **taux de rendement**<sup>7</sup> des stocks d'IDE de l'UE à l'étranger a légèrement baissé en 2003, pour s'établir à 8,9 %. La rentabilité des investissements étrangers dans l'UE s'élevait à 6,0% en 2003, ce qui correspond en fait à un minimum pour la période considérée. Comme le montre le graphique 14 (échelle de droite), le taux de rendement des IDE sortants de l'UE a été inférieur au taux de rendement des IDE entrants au cours des deux dernières années.

Le graphique 15 détaille les **revenus nets d'IDE vis-à-vis des principaux partenaires**. Bien que l'UE présentait une position nette positive d'IDE avec l'AELE à fin 2001 et fin 2002, le solde net des ses revenus d'IDE restait négatif. Cela signifie que le taux de rendement des investissements de l'Union dans la zone AELE était inférieur à celui de l'AELE dans l'Union. Le solde net des revenus d'IDE avec les États-Unis est devenu positif en 2002, tandis que l'UE a toujours dégagé un solde positif vis-à-vis des autres pays de l'OCDE et du reste du monde.



### ➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

**Investissements directs étrangers (IDE):** catégorie d'investissements internationaux qui reflète l'intention d'une entité résidant dans une économie d'acquiescer un intérêt durable dans une entreprise opérant dans une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence de relations à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, ainsi qu'un niveau significatif d'influence de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise. L'entreprise d'investissements directs se définit formellement comme une entreprise, constituée ou non en société, dans laquelle l'investisseur direct possède 10 % ou plus des actions ordinaires ou du nombre de voix (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour une entreprise non constituée en société).

**Flux, stocks et revenus d'IDE.** À travers les flux sortants d'IDE, un pays investisseur se constitue des avoirs à l'étranger (stocks d'IDE sortants). Parallèlement, les flux entrants d'IDE s'additionnent pour constituer des

engagements vis-à-vis des investisseurs étrangers (stocks d'IDE entrants). Cependant, les variations des stocks d'IDE diffèrent des flux d'IDE en raison de l'effet des réévaluations (variations des prix et, pour les stocks d'IDE sortants, variations des taux de change) et d'autres ajustements liés à des pertes catastrophiques, à l'annulation de prêts, à de nouveaux classements d'actifs ou d'engagements existants. Les flux d'IDE sont une composante du compte financier de la balance des paiements, alors que les actifs et les engagements d'IDE figurent dans la position d'investissements internationaux. Enfin, les revenus d'IDE sont constitués des revenus versés à l'investisseur direct par ses entreprises affiliées à l'étranger. Les revenus tirés des IDE sortants sont enregistrés comme «crédits» dans la balance des paiements courants. Les revenus versés aux détenteurs étrangers des stocks d'IDE entrants sont enregistrés comme «débits» dans la balance des paiements courants.

<sup>7</sup> Le taux de rendement des IDE se définit ici comme le rapport (revenus d'IDE de l'année t) / (stock d'IDE à la fin de l'année t-1).

# ***Pour en savoir plus:***

## **Les bases de données**

[Site Web EUROSTAT/Économie et finances/Balance des paiements - transactions internationales/Investissements directs de l'Union Européenne](#)

---

## **Les journalistes peuvent contacter le service média support :**

Bâtiment BECH, Bureau A4/017  
L - 2920 Luxembourg

Tel. (352) 4301 33408  
Fax (352) 4301 35349

E-mail: [eurostat-mediasupport@cec.eu.int](mailto:eurostat-mediasupport@cec.eu.int)

## **European Statistical Data Support:**

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations sur ce réseau de centres d'appui:  
[www.europa.eu.int/comm/eurostat/](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/)

---

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

**l'Office des publications officielles des Communautés européennes.**

2, rue Mercier  
L - 2985 Luxembourg

URL: <http://publications.eu.int>  
E-mail: [info-info-opoce@cec.eu.int](mailto:info-info-opoce@cec.eu.int)

---

La mise en page, la réalisation des graphiques et le traitement des données ont été réalisés par Vasileios KOUNADIS, sous la supervision de l'auteur.